

Lutte des personnels du ministère de la culture : une étape importante au musée d'Orsay

La lutte des personnels du Ministère de la Culture a été déclenché au Centre Pompidou, notamment sur les questions de l'emploi ; c'est pour appuyer et étendre leur lutte contre les effets de la RGPP que l'intersyndicale du Ministère – SUD Culture, CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, UNSA – a lancé un préavis de grève reconductible dès le 2 décembre. Un peu partout, dans les musées, les monuments, en Île-de-France et en province, des sites ont été fermés, ouverts gratuitement, ou occupés... : les agents ont employé les moyens dont ils disposaient pour faire plier les administrations.



Jeudi 9 décembre, le Ministère de la Culture, en la personne de son directeur de cabinet, a accepté de recevoir les organisations syndicales (OS), rompant le mépris absurde qu'il affichait jusqu'ici.

Alors que le Ministère souhaitait un consensus sans proposer aucune garantie, les représentants du personnel l'ont poussé à faire des propositions, claires et immédiates. Et surtout, des garanties globales pour tous les établissements : pas question de mettre les établissements en concurrence dans leur recherche de financements et de postes ! Retour obligé aux revendications fondamentales de l'intersyndicale :

- ◄ **le remplacement de tous les départs à la retraite et la défense des emplois,**
- ◄ **le maintien des financements,**
- ◄ **la défense des statuts,**
- ◄ **le retrait de la RGPP**

Le ministère a retenu de nos exigences la nécessité d'organiser un moratoire sur les besoins en postes, un « **diagnostic global sur la situation de l'emploi** », d'ici fin janvier, afin de décider ensuite des solutions à apporter.

Pour autant, aucune garantie immédiate n'a été avancée. En conséquence, il n'a pas été négocié une suspension du mouvement. L'intersyndicale a décidé de laisser le choix aux personnels des suites à donner à ces réponses.

Au musée d'Orsay, en Assemblées, les grévistes furent nombreux et les soutiens importants. La direction a joué de ses armes pour affaiblir le mouvement : l'arrogance, l'intimidation, et parfois l'abus de pouvoir (en donnant les noms des grévistes aux huissiers, ce qui est illégal, ou en ouvrant le musée en situation de vestiaire fermé).

Les agents du musée, rassemblés vendredi matin, n'ont pas jugé satisfaisantes les réponses du ministère. Ils se mirent à nouveau en grève et le musée fut fermé ! Le président de l'EPMO (Etablissement Public du Musée d'Orsay) et les responsables de l'établissement furent ainsi contraints de recevoir une délégation très large : les agents présents, avec les représentants du personnels, ont **exigé que la direction fasse des propositions sérieuses, réelles et immédiates.** La direction fut obligée de communiquer dans la journée... preuve que les salariés en lutte peuvent inverser le rapport de forces : alors, toute l'arrogance des administrateurs retombe, et de réelles négociations peuvent être menées !

* * * * *

Vendredi soir la direction diffusait un « communiqué » comprenant 10 points, notamment :

- une demande de l'administration au ministère « **d'atteindre son plafond d'emploi** » **budgété, « sous la forme de recrutement sans concours** » afin de réduire la précarité (ce qui est une des grandes revendications de SUD Culture) ;
- la communication rapide d'un « *diagnostic contradictoire et détaillé* » sur la situation des effectifs ;
- la demande aux tutelles de maintenir « *l'infirmerie dans des conditions d'ouverture optimales* » (à négocier : tous les jours de la semaine) ; et la prise en charge d'un médecin référent ;

- la 'confirmation' qu'il n'y a « *pas de projet d'externalisation de missions supplémentaires* » dans la situation actuelle (ce qui n'est pas un engagement). **Nous demandons donc à l'administration de s'opposer clairement aux externalisations sur une période donnée, ce qu'elle refuse ;**
- des « *démarches pour améliorer la qualité des comportements et des relations hiérarchiques* » (à négocier, car il ne s'agit pas que soient proposés de nouvelles formations de management !);
- « ***l'étalement des retenues sur traitement pour faits de grève à raison d'un jour par mois maximum*** ». Une garantie appréciable mais limitée, car rappelons-nous la « circulaire Raffarin » (du 30 juillet 2003). Cette circulaire – non obligatoirement applicable – considère que « *les périodes de grèves sont considérées comme un tout* », et « *retient l'approche suivante* » : il pourra être retenu « ***autant de trentièmes qu'il y a de journées comprises du premier jour inclus au dernier jour inclus où cette absence de service fait a été constatée*** », même si cette période comprend des jours fériés, congés, week-ends. Cela s'applique, par exemple, au cas d'un week-end, si l'agent a fait grève le vendredi et le lundi, on peut procéder à « *la retenue de deux trentièmes à raison du samedi et du dimanche* ». La décision d'appliquer cette circulaire marque une volonté d'affaiblir les personnels, une attaque directe qu'il faut dénoncer fermement.

Il faut le reconnaître, malgré l'insuffisance de ce communiqué : jamais la direction n'avait cédé sur autant de points. Elle qui niait les réels besoins des services et la dégradation des conditions de travail depuis des années, l'augmentation de l'activité. Elle qui assénait, deux jours plus tôt, qu'un recrutement sans concours était hors de question !

* * * * *

Samedi matin en l'assemblée générale, nous avons donc présenté ce communiqué, soucieux d'en discuter les avancées et les limites, et de laisser l'assemblée générale décider des suites à donner. SUD Culture n'avait pas de consignes à imposer aux personnels et l'intersyndicale a proposé plusieurs suites à donner à l'administration.

Encore aujourd'hui, nous, personnels en lutte, sommes en position de force. Vendredi, la pression exercée sur le ministère et ses « opérateurs » était à son comble. La veille, le centre Pompidou était toujours fermé. Tout comme les jardins du Palais-Royal, la Conciergerie, la Sainte-Chapelle, l'Arc-de-Triomphe et la Chapelle Expiatoire ! La BNF, l'école des beaux-Arts commencent à rentrer dans la grève et un préavis est lancé pour le vendredi 18 sur la Cité des Sciences...

Par ailleurs, une aide financière importante est venue en solidarité avec les grévistes, des actions de sensibilisation sont envisagées ; l'opinion et même les médias nous sont favorables.

Au niveau national, la lutte est encore vive, et la question s'impose à nous : doit-on abandonner ou poursuivre la mobilisation qui étreint encore l'ensemble du Ministère ?

L'assemblée générale de samedi s'est en partie prononcée pour une suspension de la grève – le temps de discuter des propositions avec l'administration.

A nous, maintenant, de rester extrêmement vigilants sur ces promesses : nous n'en sommes pas encore aux actes ! **Attention** : les garanties locales, si elles sont significatives, ne signifient ni le retrait de la RGPP, ni les créations de postes, ni l'arrêt de la course aux ressources propres, ni la réduction des missions de service public, etc. La mobilisation continue.

A nous aussi de rester solidaires des autres établissements qui s'engagent face à leurs administrations pour gagner sur leurs revendications.

Le préavis de grève reconductible court toujours...

Retrouvons-nous bientôt en assemblées générales, ici comme ailleurs !